



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 21 février 2022

Délibération n° 22.01.2 - Rapport sur les contributions de compensations

L'an deux mille vingt-deux le vingt-et-un février à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 15 février 2022

Présents : Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Christelle VIRQUIN, Elisabeth SORET, Sophie BONNAUD, Philippe COTTE, Christophe MELET, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, Pierre KESTEMONT, Nicolas DATCHY, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

Procurations : CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à ZEGRE Nadia, FAURE Christophe a donné pouvoir à LAMAT Frédéric, FORTERRE-ROL Cindy a donné pouvoir à EDDADSI BARQANE Bouchra, ROLFI David a donné pouvoir à BONNAUD Sophie, CHEVALAZ Didier a donné pouvoir à GROSSI-WAGNER Emilie, LEQUENNE Fabienne a donné pouvoir à DURANDO Julien, GRANDVARLET Floris a donné pouvoir à POMMERET Olivier, DIBO Geneviève a donné pouvoir à VIRQUIN Christelle, DOMERGUE Léo a donné pouvoir à SORET Elisabeth, CHALOPIN Nathalie a donné pouvoir à CHARLES Marie-pierre, DE GRENDÉL Sonia a donné pouvoir à CHALOT-FOURNET Christine, HUDDLESTONE Stéphane a donné pouvoir à GONZALES Nathalie

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absent	Procurations	Votants
29	17	0	12	29

Vu le V-2° de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts qui depuis 2017 prévoit la présentation par les présidents d'EPCI d'un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation, au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences transférées ;

Vu la délibération du Conseil d'Agglomération de Dracénie Provence Verdon Agglomération n° C_2021_226 du 13 décembre 2021 relative au rapport sur les attributions de compensations ;

Considérant que l'année 2021 constitue donc le premier cycle de cinq ans et sera donc l'année de production de ce rapport ;

Considérant que ce rapport fait l'objet d'un débat et d'une délibération spécifique de l'EPCI avant d'être transmis aux communes membres de l'EPCI pour information et qu'il vise à faire le bilan des transferts sur la période écoulée et à vérifier la cohérence des retenues au regard des charges de l'intercommunalité ;

Considérant que ce rapport doit être approuvé par délibérations concordantes à la majorité qualifiée prévue au premier alinéa du II de l'article L.5211-5 du CGCT, c'est à dire par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale

de celles-ci ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population (7ème alinéa du IV de l'article 1609 nonies C Du Code général des impôts) ;

Considérant que ces délibérations doivent être prises au plus tard dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT);

Considérant la notification faite aux communes le 20 décembre 2021 de la délibération du Conseil d'Agglomération n° C_2021_226 du 13 décembre 2021 relative au rapport sur les attributions de compensations ;

L'objet du rapport est de présenter :

- L'évolution des attributions de compensation sur la période 2016-2020 en détaillant les variations et donc les retenues opérées au titre des compétences transférées ou au titre de la révision libre des attributions de compensation,
- L'évolution des charges nettes (des recettes) des compétences transférées.

Le rapport et le débat qui l'accompagnent peuvent donc être l'occasion d'identifier des situations problématiques quant au niveau de retenue et au niveau de dépenses des compétences. Pour autant, comme le confirme une réponse ministérielle à une question parlementaire en octobre 2018, la production du rapport et son adoption ne revêtent aucunement une obligation de révision des attributions de compensation.

Ainsi, le rapport quinquennal sur les attributions de compensation doit permettre aux élus d'apprécier la pertinence de l'évaluation menée (et de la méthodologie employée), au regard du coût net effectivement supporté par l'intercommunalité suite aux transferts de compétences.

Enfin, ce rapport relève du Président de l'EPCI mais peut être produit avec l'aide de la CLECT.

Dans le cas d'espèce, ce premier rapport reprend l'ensemble des rapports produits suite aux différentes réunions de la commission thématique des Finances qui n'a finalement pas été sollicitée pour cet exercice.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- de prendre acte de la lecture du rapport sur les contributions de compensations annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, prend acte de la lecture du présent rapport.

Le Maire,

A blue ink signature is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE DE SAINT-ETIENNE" and "2022".

Nathalie GONZALES